



## L'énergie au cœur des échanges entre le conseiller fédéral Guy Parmelin et des représentants de l'industrie d'exportation suisse

À l'occasion de la septième table ronde, des représentants de haut rang de l'économie se sont entretenus ce mardi, avec le conseiller fédéral Guy Parmelin et la secrétaire d'État Helen Budliger, de l'évolution actuelle de l'industrie d'exportation suisse. La pénurie d'énergie menaçante et le libre-échange ont été au cœur de ces échanges. Malgré des exportations robustes, les perspectives pour les prochains trimestres se sont nettement assombries.

L'évolution des entreprises d'exportation suisses a été globalement positive ces derniers trimestres, mais les perspectives se sont considérablement assombries. Les raisons en sont multiples : une récession en Europe ne peut être exclue et l'inflation, le franc suisse fort, les ruptures de stocks et pénuries, le blocage de la politique européenne et la hausse des coûts de l'énergie pèsent toujours plus sur l'industrie d'exportation. Cela a été exprimé en termes clairs lors de la septième table ronde avec le conseiller fédéral Guy Parmelin et des représentants de l'économie. L'industrie d'exportation suisse a également présenté les perspectives de certains secteurs et, dans ce contexte, clairement refusé que l'entrée en vigueur de la loi sur les droits de douane sur les produits industriels soit repoussée d'une année, au 1er janvier 2025.

## **Pénurie d'énergie – un combat à mener avec l'aide de l'économie**

Lors de la rencontre, les participants ont été informés du plan par étapes en cas de pénurie d'énergie, car la sécurité d'approvisionnement n'est pas garantie pour l'hiver prochain. Le Conseil fédéral élabore actuellement une approche modulaire à ce sujet, à laquelle il sera primordial d'associer les industries d'exportation. Les participants ont d'ailleurs insisté sur les effets dévastateurs en cas d'approvisionnement insuffisant ou interrompu. Il devient donc d'autant plus important de prendre des mesures concrètes pour consommer moins de gaz et d'électricité – aussi dans les entreprises. Comme l'ont souligné à plusieurs reprises les représentants de l'économie, cela nécessite toutefois de bons instruments.

## **Importance centrale du libre-échange**

Au sujet des accords de libre-échange, les représentants de l'économie ont salué les efforts accrus déployés par le Conseil fédéral pour signer de nouveaux accords de libre-échange et en réviser d'autres. Selon la secrétaire d'État Helen Budliger, l'accent est mis sur de nouveaux accords avec des partenaires d'importance stratégique comme le Mercosur et l'Inde, mais aussi avec des pays plus petits comme le Kosovo et la Moldavie. Les accords existants avec la Chine, le Japon et le Mexique doivent être mis à jour prochainement. Ils sont indispensables si notre pays veut diversifier davantage ses relations économiques extérieures. La Suisse a cependant besoin d'une plus grande marge de manœuvre politique. Les limitations, notamment par des dispositions parlementaires, seraient contre-productives.

Comme la mise en œuvre des règles complexes de ce genre d'accord pose des défis majeurs aux PME surtout, il faudra en outre des mesures ciblées pour une application plus vaste.

## **Mesures de promotion des exportations face à la concurrence internationale**

La promotion des exportations suisses, dont le prochain crédit-cadre est prévu à partir de 2024, a également été abordée. Il faut ici considérer notamment que les nations exportatrices concurrentes prennent des trains de mesures complets pour soutenir directement leurs entreprises. Les chambres de commerce, Switzerland Global Enterprise et les assureurs de risques à l'exportation seront particulièrement sollicités dans ce contexte. Par rapport à l'assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE), il convient de souligner qu'un degré de fabrication de 20 % suffit désormais pour assurer les exportations depuis la Suisse.

## **Pour un cadre réglementé des relations économiques avec l'UE**

Les participants ont aussi abordé directement le blocage de la politique européenne, où il faut des solutions pour un cadre réglementé avec le principal partenaire économique. Les dommages déjà causés à la place économique vont

aller en empirant, la Suisse n'ayant pas été associée au programme de recherche Horizon Europe. Cette évolution pénalise le pôle de recherche et d'innovation suisse.

Jamais encore, ces dernières décennies, y a-t-il eu pareille concomitance de pandémie, inflation, franc fort, guerre, pénuries, manque de personnel qualifié, explosion des prix de l'énergie et sécurité faiblissante de l'approvisionnement en énergie. Aujourd'hui, l'économie d'exportation suisse dépend donc comme rarement auparavant de meilleures conditions-cadre. Plus rapidement et plus fortement cette amélioration se produira, mieux les entreprises suisses pourront traverser cette période de turbulences.